



**PRÉFET
DE MAINE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement,
de l'aménagement et du logement des
Pays de la Loire**

Unité Interdépartementale Anjou Maine

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 02 décembre 2024

Pôle Carrières et Matériaux
Rue du Cul d'Anon
BP80145
49183 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/11/2024

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BOUYER LEROUX SA

L'Etablère
BP 5
49280 La Séguinière

Références : 2024-366_INSP_RAP_SB_BOUYER LEROUX - Brique
Code AIOT : 0006303646

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/11/2024 dans l'établissement BOUYER LEROUX SA implanté L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

A l'occasion de l'inspection de la carrière de L'Etablère voisine qui jouxte la briqueterie, l'inspection des installations classées a été amenée à voir le bassin nord de la briqueterie dans lequel une partie des eaux d'exhaure de la carrière est rejetée. De la même manière, l'examen relatif à la surveillance des eaux de la carrière portait sur un rapport incluant la surveillance d'un rejet d'eau de la briqueterie.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BOUYER LEROUX SA
- L'Etablère BP 5 49280 La Séguinière
- Code AIOT : 0006303646
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

L'établissement est une importante briqueterie industrielle autorisée à produire jusqu'à 1200 t/j de produits en terres cuites (pour l'essentiel des briques). L'arrêté d'autorisation de l'établissement a été actualisé fin 2023 pour permettre la mise en place d'une chaudière fonctionnant aux combustibles solides de récupération (CSR) pour alimenter les séchoirs du site.

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie ;
- Rejet d'eau.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
2	Surveillance d'eau vers le ruisseau du Passe-Gain	Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 4.5	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Confinement des eaux d'extinction	Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 7.5.4	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Une vanne d'isolement a été mise en place au niveau de la canalisation de rejet du site vers le ruisseau du Passe-Gain, comme l'exploitant s'y était engagé. Le pH du rejet d'eau vers ce cours d'eau n'est pas conforme (pH trop basique) sur le prélèvement fait en avril 2024. L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de se mettre en conformité.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Confinement des eaux d'extinction

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 7.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Confinement des eaux d'extinction
Prescription contrôlée : [...] La sortie de ce réseau (émissaire unique de l'établissement) est équipée d'un système d'obturation permettant d'interdire tout rejet non conforme et capable de le confiner. Il est facilement manœuvrable, actionnable en toutes circonstances, vérifié périodiquement, signalé et connu du personnel.
Constats : La sortie du bassin nord où transitent les eaux provenant de la briqueterie est équipé d'un système d'obturation permettant d'interdire tout rejet et capable de confiner les eaux dans le bassin. Lors de l'inspection conduite le 30/03/2021 sur la thématique incendie, l'absence de système d'obturation avait été constatée et signalée à l'exploitant (cf. NC4). Par courrier du 14/05/2021, l'exploitant s'engageait à le mettre en place. Le système d'obturation est fait par une vanne située dans un regard. Elle ferme par action manuelle la canalisation de rejet du bassin nord de collecte des eaux vers le ruisseau du Passe-Gain. Cette vanne est signalée, le sens manœuvre pour la fermeture est indiqué et la clé permettant la fermeture est en place. La manœuvre de fermeture la vanne a été testée (fermeture partielle).
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Surveillance d'eau vers le ruisseau du Passe-Gain

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 17/11/2023, article 4.5
Thème(s) : Risques chroniques, Qualité des eaux
Prescription contrôlée : [...] La qualité des eaux restituées au milieu naturel fait l'objet d'un contrôle annuel des paramètres prescrits.[...]
Constats : Le rapport de suivi des eaux de Géoscop (suite aux analyses du 25/04/2024), fait apparaître qu'en avril 2024, la qualité des eaux rejetées vers le ruisseau du Passe-Gain (en sortie du bassin nord) est conforme sur l'ensemble des paramètres sauf le pH. Le pH (de l'ordre de 9,6) est plus basique que ce qui est autorisé, soit au plus 8,5 et n'est donc pas conforme. Le même constat avait été fait sur les mesures d'avril 2023 puis la situation était redevenue conforme en octobre 2023 selon les résultats présentés dans le rapport de Géoscop. Les résultats d'analyses montrent que les eaux du cours d'eau amont/aval sont influencées par ce rejet (pH de 7,3 à l'amont et de 8,27 à l'aval).
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant doit prendre les dispositions utiles pour être en conformité tout au long de l'année. Les derniers résultats d'analyses de fin 2024 doivent être communiqués. En outre, l'exploitant doit proposer un plan de surveillance et d'actions pour suivre cet aspect et le traiter de façon durable.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois